



PLANÈTE

CRISE SANITAIRE

Tests salivaires dans les écoles : une ambition... et des questions

Quelque 1700 médiateurs doivent être recrutés d'ici à juin pour aider le personnel à atteindre l'objectif de 300 000 tests par semaine

Les tests salivaires proposés aux élèves et aux enseignants volontaires permettront-ils de garder les écoles ouvertes? C'est leur «*objectif fondamental*», a défendu le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, lundi 1^{er} mars, lors d'un déplacement à Lavoncourt (Haute-Saône), dans une école où plus de 90 % des familles ont accepté que leur enfant soit testé en ce jour de rentrée pour la zone C.

C'est lors de la rentrée des élèves de la zone A, le 22 février, que ces tests de dépistage du Covid-19, présentés comme moins contraignants pour les enfants, ont commencé à être déployés: 50 000 d'entre eux ont été mis à disposition des écoles. Une jauge portée à 80 000 ce lundi, avec l'objectif d'atteindre «*vers la mi-mars*» quelque 300 000 tests chaque semaine, chiffre-t-on Rue de Grenelle. Soit au moins 1 million de tests salivaires par mois – autant que les tests antigéniques proposés dans les collèges et lycées. Entre-temps, la zone B aura à son tour repris les cours, le 8 mars, portant à plus de 6 millions les enfants scolarisés dans le premier degré.

Quelque 300 000 tests, pour vingt fois plus d'enfants: cela peut sembler insuffisant pour «*casser la chaîne de transmission du virus*», selon la formule du gouvernement. C'est déjà beaucoup, souffle-t-on sur le terrain de l'école, où la liste des questions s'allonge: «*Qui va effectuer ces tests?*» Et «*comment?*», s'interro-

gent les enseignants. «*Selon quelle démarche scientifique?*» «*Avec quels moyens?*» Et «*quelles protections?*», questionnent les infirmières et infirmiers scolaires.

«**Dans le flou**»

«*Nous sommes dans le flou, nous ne savons pas quelle mission supplémentaire va peser sur nos épaules*», s'alarme Saphia Guereschi, porte-parole des infirmières du SNICS-FSU. «*Rien ne semble avoir été anticipé pour la mise en œuvre de ces tests*, renchérit Guislaine David, porte-parole des enseignants du SNUipp-FSU. *Les professeurs des écoles y sont favorables, cela fait même six mois qu'ils les réclament*, rappelle la syndicaliste, *mais ils ne sont ni infirmiers ni personnels de laboratoire.*»

Les enfants du primaire n'étaient testés, jusqu'à présent, qu'en cas de cluster avéré – possiblement à partir de trois cas positifs, ou lorsqu'un variant du virus était identifié. Dans les collèges et les lycées, en revanche, des tests antigéniques sont proposés sur la base du volontariat depuis novembre 2020, sans qu'on ne dispose, à ce jour, d'aucun bilan permettant d'objectiver leur déploiement. Le ministère de l'éducation a assuré aux syndicats qu'ils disposeraient bientôt d'un «*point hebdomadaire*» sur ces dépistages académie par académie.

Dans un communiqué daté du 28 février, le syndicat SNUipp-FSU, majoritaire au primaire, a demandé au ministre un «*cadre clair sur le déroulé de la campagne*





de dépistage» (cadre «diffusé sous peu», promet-on Rue de Grenelle), ainsi que des précisions sur le rôle et les gestes à assumer par les enseignants. Des enseignants inquiets: une «notice» diffusée sur les réseaux sociaux, il y a quelques jours, laissait entendre qu'ils auraient à superviser les opérations. «Dans au moins deux écoles de la Loire et du Rhône, des collègues ont eux-mêmes fait les prélèvements», assure Guislaine David.

Lors de son déplacement en Haute-Saône, ce lundi, M. Blanquer s'est voulu rassurant: «Chacun est dans son métier, a-t-il souligné, évidemment [que] les tests sont réalisés par des personnels de santé.» Autrement dit, par des personnels spécialisés des agences sanitaires de santé, mais aussi par des personnels de santé de l'éducation nationale et des laboratoires privés. «A partir d'aujourd'hui, nous allons recruter 1700 médiateurs, des étudiants en médecine, en pharmacie, de façon à appuyer ces personnels», a déclaré le ministre sur France Inter, mardi, précisant que ces recrutements s'étaleraient jusqu'à la fin juin. Les professeurs seront bien mis à contribution, ne serait-ce que pour obtenir l'accord des parents et pour accompagner leurs élèves.

Sur le lieu, le rythme des tests, on sait encore peu de chose, sinon qu'ils seront d'abord déployés dans les «zones à risques», dont la vingtaine de départements en surveillance renforcée. Les labos chargés des prélèvements devront livrer les résultats sous 24 heures aux représentants légaux des élè-

ves et aux médecins scolaires. Les écoles, elles, ne se verront communiquer que le nombre de cas positifs et pas l'identité des enfants. Aux familles de se manifester. Plusieurs campagnes de dépistage devraient être menées, à intervalles réguliers, dans des établissements sélectionnés pour mesurer la progression de la contagion, explique-t-on au cabinet Blanquer où l'on tient toujours à distance, à ce stade, l'hypothèse d'un reconfinement scolaire. ■

MATTEA BATTAGLIA

Vingt à trente écoles par semaine à Paris

Les tests salivaires pour les petits Parisiens devraient commencer à être déployés dans deux écoles des 10^e et 12^e arrondissements vendredi 5 mars, a-t-on appris à l'issue d'une réunion rassemblant, lundi soir, des représentants de la Ville, du rectorat et de l'agence régionale de santé. A compter du 8 mars, des tests seront proposés dans vingt à trente écoles chaque semaine (six par jour, environ), l'objectif étant de revenir, tous les quinze jours, dans dix d'entre elles pour assurer un «suivi», explique Patrick Bloche, adjoint chargé de l'éducation à la Mairie. Les tests seront pris en charge par des infirmiers et médecins scolaires. Les directeurs seront mobilisés, avec les inspecteurs, pour faire le lien avec les labos. Une quarantaine de médiateurs devraient être recrutés.

